

MONDE

Appel de l'ONU pour un cessez-le-feu immédiat. La résolution 1860 du Conseil de sécurité a été adoptée, par 14 voix sur 15 – les Etats-Unis se sont abstenus. L'ONU condamne « *toute violence et hostilité dirigées contre des civils et tout acte de terrorisme* ». Le Conseil exige « *la fourniture sans obstruction de l'aide humanitaire* ». Le cabinet israélien devait se réunir ce vendredi après-midi pour examiner la décision de l'ONU. L'Egypte a fixé à trois jours maximum le délai pour parvenir à la fin des hostilités sur la base de son plan en trois points, à commencer par un cessez-le-feu à durée limitée. Israël a dépêché un haut responsable au Caire et a déclaré être d'accord « *sur le principe* » des propositions égyptiennes. Mais des organisations palestiniennes basées à Damas, dont le mouvement islamiste palestinien Hamas, contre lequel Israël a lancé son offensive, a annoncé, sans détails, que ce plan ne constituait pas « *une base valable* ». L'aviation israélienne continue les bombardements dans la bande de Gaza et les chars progressent dans le sud du territoire.

Tirs de roquettes du sud du Liban sur Israël, qui a répliqué en tirant cinq obus en direction du Liban sud. La Finul, Force des Nations unies au Liban, a été placée en « *état d'alerte renforcé* ».

Réunion sur le gaz russe à Bruxelles. La dispute gazière entre Moscou et Kiev s'est encore envenimée avec une paralysie désormais complète du réseau de gazoducs approvisionnant l'Europe via l'Ukraine, contraignant l'Union européenne à durcir sensiblement le ton pour exiger un règlement de la crise. Les représentants de Gazprom, de la société nationale ukrainienne Naftogaz, des gouvernements russe et ukrainien et de l'UE, doivent se retrouver à Bruxelles, afin de discuter des modalités d'une reprise des livraisons de gaz à l'Europe, selon le président de la Commission européenne, José Manuel BARROSO. L'Ukraine a de son côté annoncé avoir trouvé un accord avec l'UE sur l'envoi « *d'urgence d'experts techniques de l'UE* » chargés de contrôler en permanence les volumes de gaz naturel livrés par la Russie à l'Europe.

Kosovo. La Force multinationale de paix (KFOR) de l'OTAN au Kosovo et la Mission de l'Union européenne (Eulex) ont renforcé leur présence dans le nord du Kosovo en réponse à une série d'incidents notamment à Kosovska Mitrovica, a annoncé la mission de l'UE.

Bilan des pertes. 2008 a été l'année la plus meurtrière pour les troupes américaines en Afghanistan depuis le début de la guerre contre les talibans, en 2001. 155 Américains ont péri en 2008, contre 117 en 2007. En Irak au contraire, le nombre de morts est à la baisse, grâce à une relative amélioration de la sécurité. 314 GI'S ont été tués en Irak en 2008 contre 904 l'année précédente. En huit ans, les Etats-Unis ont perdu 630 hommes en Afghanistan.

ONU. Depuis le 1^{er} janvier et pour un mois, la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies est assurée par la France.

EUROPE

Allemagne : 50 milliards d'euros sur deux ans. Les partis conservateur et social-démocrate de la coalition gouvernementale allemande se sont entendus sur un nouveau plan de relance avec des mesures qui s'étaleront sur 2009 et 2010. Le chef du groupe parlementaire social-démocrate (SPD) Peter STRUCK a parlé de « *40 milliards au minimum* » en soulignant que le montant final dépendrait de l'apport des Etats régionaux. Le détail des mesures du nouveau plan n'a toutefois pas été fixé : un certain nombre d'entre elles font toujours l'objet de débats, en particulier la question des baisses d'impôts face auxquelles le SPD se montre très réticent.

Grèce : remaniements ministériels. Le Premier ministre grec Costas CARAMANLIS a procédé à un large remaniement de son gouvernement, miné par des scandales de corruption et critiqué pour une récente vague de violences urbaines. A noter le départ du ministre de l'Economie et des Finances Georges ALOGOSKOUFIS, artisan de l'assainissement des comptes publics depuis 2004. Il est remplacé par Yannis PAPATHANASSIOU, jusqu'alors secrétaire d'Etat à l'Economie. Huit autres ministères changent de titulaire, la plupart des nouveaux ministres ayant déjà participé au cabinet.

Belgique. Les députés belges ont entériné sans surprise la nomination du nouveau Premier ministre, le chrétien-démocrate flamand Herman VAN ROMPUY, nommé le 30 décembre en remplacement d'Yves LETERME. La confiance au nouveau gouvernement a été votée par 88 voix pour et 45 contre.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Etats-Unis : déficit faramineux. 1.200 milliards de dollars. Le déficit de l'exercice 2008/2009 devrait représenter 8,3% du PIB contre 3,1% l'an dernier, selon un rapport du bureau du Budget du Congrès.

Cinq présidents à la Maison-Blanche. George W. BUSH, Barack OBAMA, George H. W. BUSH, Bill CLINTON et Jimmy CARTER se sont réunis. Les présidents passés, présent et futur ont évoqué autant la guerre à Gaza que la vie à la Maison Blanche.

Sénat américain : le successeur d'OBAMA à la porte. Le nouveau sénateur de l'Illinois, Roland BURRIS, désigné par Rod BLAGOJEVICH, accusé de corruption, a été évincé du Capitole une demi-heure après y avoir fait son entrée.

Bill Richardson renonce. Il avait été désigné futur secrétaire au commerce par Barack OBAMA.

La Guinée montrée du doigt. Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils suspendaient leur aide, réclamant un retour à un régime civil et la tenue d'élections après un coup d'Etat militaire le mois dernier.

Le Venezuela rompt avec Israël. Le gouvernement a ordonné l'expulsion de l'ambassadeur d'Israël à Caracas pour protester contre l'offensive israélienne dans la bande de Gaza et en solidarité avec le peuple palestinien, a annoncé le ministère des Affaires étrangères.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Le chef de l'Etat présente ses vœux aux parlementaires et aux conseillers de Paris. Nicolas SARKOZY a annoncé que l'Etat prêterait à nouveau prochainement de l'argent aux banques, pour leur permettre de prêter davantage aux particuliers. Il estime que la situation des banques françaises est meilleure que celle de leurs consœurs britanniques, soulignant que les services financiers ne représentaient que 3% du produit intérieur brut (PIB) français, contre 15% pour le Royaume-Uni. Le Président a également défendu la réforme de la procédure législative, adoptée en commission des lois à l'Assemblée nationale. Il a évoqué longuement la révision constitutionnelle adoptée l'été dernier, qui accroît selon lui les « *droits de l'opposition* », prédisant que « *personne ne reviendrait* » dessus. Le projet de loi organique réformant la procédure législative, qui doit être examiné à partir du 13 janvier par l'Assemblée nationale, soulève beaucoup de critiques. Nicolas SARKOZY a dénoncé les techniques d'obstruction parlementaire : « *Est-ce que le renforcement du droit du Parlement peut se résumer à passer toujours plus de temps en séance publique à examiner des amendements purement, strictement, littéralement répétitifs? (...) Ce sont des amendements pour bloquer. Ce n'est pas une démocratie mature qui fait comme ça* ».

Déclaration qui fait du bruit... « *On (me) dit omniprésident. Je préfère plutôt qu'on dise ça plutôt que roi fainéant. On en a connu.* » « *A force d'écrire que j'en fais trop, au moins on ne se pose pas la question de savoir ce que je fais. C'est arrivé dans l'histoire de notre pays : Mais qu'est ce qu'il fait donc là-haut ?* », a-t-il ajouté.

Gouvernement et Parti socialiste s'affrontent sur le plan de relance. La Première secrétaire du PS, Martine AUBRY, estime que le plan français « *n'est pas sérieux* » car « *l'Allemagne annonce un plan de 50 milliards* ». La Première secrétaire doit présenter le 20 janvier son « *contre-plan* ». Déjà, le PS a annoncé qu'il voterait contre le paquet dévoilé par le chef de l'Etat. Les responsables socialistes recevront dans les prochains jours des représentants de partis sociaux-démocrates européens (notamment le SPD allemand, le PSOE espagnol et le parti travailliste britannique) « *pour évoquer le contenu du plan de relance mis en œuvre dans leurs pays respectifs* ». Quatre secrétaires nationaux du PS sont plus particulièrement en charge de l'élaboration du plan de relance : Michel SAPIN, Alain VIDALIES, Guillaume BACHELAY, et Didier MIGAUD.

FABIUS est moitié – moitié. L'ancien Premier ministre socialiste, Laurent FABIUS, a lancé un blog sur Internet qu'il a intitulé « *50-50* », en référence à son souhait de voir le PS faire « *50% de critiques et 50% de propositions* ». « *On reproche souvent à l'opposition d'être négative : elle remplit son rôle lorsqu'elle critique* », mais « *un responsable d'Etat, une force de gouvernement doit savoir proposer autant que contester* », ajoute le député de Seine-Maritime.

François BAYROU ironise. Le Président du MoDem s'est interrogé sur la « rupture » promise par Nicolas SARKOZY. « *On ne sait plus avec quoi la rupture a rompu* ». Il a indiqué qu'il ne voterait pas le plan de relance examiné à l'Assemblée, le jugeant « *insuffisant* ». « *Si, comme je le crois, les événements imposent un plan de relance supplémentaire, il devra comporter un volet consommation.* »

François SAUVADET se rapproche. Le président du groupe Nouveau Centre à l'Assemblée nationale a déclaré qu'il n'était « *pas hostile* » à la constitution de listes d'union avec l'UMP aux élections européennes de juin. Saluant « *le très bon bilan de la présidence française* » de l'Union européenne et l'action du président Nicolas SARKOZY dans ce domaine, il a estimé que le Nouveau Centre devait être « *extrêmement pragmatique* » dans sa façon d'aborder ce scrutin.

Carl LANG se détache. L'ancien secrétaire général du Front national, suspendu de son parti après être entré en dissidence pour les élections européennes de juin 2009, a annoncé qu'il travaillait à « *la mise en place d'une nouvelle formation politique* ».

Jean-Luc MELENCHON se lance. Le sénateur de l'Essonne, a décidé d'avancer son congrès fondateur du Parti de Gauche (PG) aux 30, 31 janvier et 1^{er} février pour éviter toute « *concurrence* » avec celui du Nouveau parti anti-capitaliste (NPA) d'Olivier BESANCENOT les 7 et 8 février. Le congrès du PG, qui aura lieu en région parisienne, sera consacré à la « *réponse à la crise qui s'aggrave et à la préparation des élections européennes* » du mois de juin. Un second congrès dédié au programme se tiendra à l'automne 2009.

Sondages. La cote de confiance de Nicolas SARKOZY a enregistré un gain de 4 points en un mois, à 41%, tandis que celle de François FILLON a progressé de deux points à 42%, selon le baromètre mensuel Sofres pour Le Figaro magazine.

Pour TNS-Sofres, qui publie un sondage à l'occasion du colloque « *Nouveau monde, nouveau capitalisme* » qui a réuni cette semaine Nicolas SARKOZY, Tony BLAIR et Angela MERKEL, une majorité de Français (53%) souhaite une réforme en profondeur du système capitaliste et 59% estiment que l'Etat n'intervient pas assez dans la vie économique du pays.

PARLEMENT

Conseil Constitutionnel

Le Conseil constitutionnel demande au gouvernement de revoir certaines dispositions du redécoupage électoral. Le redécoupage doit s'opérer « *essentiellement sur des bases démographiques* », rappelle le Conseil et non pas sur le nombre d'électeurs inscrits (principe d'égalité devant le suffrage). Le Conseil constitutionnel a aussi censuré la disposition qui prévoyait que *le nombre de députés ne peut être inférieur à deux dans chaque département*. Le Conseil lui oppose la prééminence des critères démographiques (*voir les implications pour le nombre de députés des Français de l'étranger p.4*).

Assemblée nationale

Travail dominical : le débat repoussé. Initialement prévu le 15 janvier au menu des députés, l'examen du texte a été reporté au 22 janvier, selon l'ordre du jour de l'Assemblée fixé par le gouvernement, rendu public à l'issue de la conférence des présidents. En effet, selon ce document, deux semaines entières de débat - au lieu d'une initialement - sont prévues sur le projet de loi organique visant à mettre en œuvre la réforme constitutionnelle adoptée en juillet dernier, dont l'examen commencera le 13 janvier et sur lequel la gauche a prévu de se battre vigoureusement. Les députés ont fait leur rentrée cette semaine sur le plan de relance.

Sénat

Audiovisuel : climat plutôt tendu. Dès le début de la séance, les sénateurs de gauche ont en effet quitté l'hémicycle pour protester contre le fait que la suppression de la publicité sur les antennes de France Télévisions était déjà appliquée. Face aux critiques, Mme ALBANEL a affirmé que la suppression de la publicité semblait « *d'ores et déjà très appréciée de tous les Français* ». Le groupe PS défend 140 amendements de fond et le PCF environ 80. Pas moins de six motions de procédure défendues par la gauche ont été repoussées par l'UMP et l'union Centriste.

Audiovisuel extérieur. Le texte inscrit dans la loi la création de la holding qui regroupe France 24, TV5 et RFI.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Engagement national pour l'environnement. Dernier volet législatif de mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement. Le texte comporte 104 articles. Ce « Grenelle 2 » serait discuté en mars au Parlement, alors que le « Grenelle 1 » devrait être examiné au Sénat le 27 janvier. / Ratification de l'accord de stabilisation et d'association avec le Monténégro.

Ordonnance relative aux instruments financiers (ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi).

Décret relatif à certaines dispositions de la deuxième partie réglementaire du code de la défense et modifiant la première partie réglementaire de ce code.

Communication. L'action de l'Europe pour renforcer la sécurité sanitaire en matière agricole et alimentaire.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Le déficit s'aggrave. Le gouvernement a de nouveau revu en hausse sa prévision de déficit budgétaire pour 2008, aggravé par le ralentissement économique et le plan de relance. Le ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique, Eric WOERTH, ainsi indiqué que le déficit de l'Etat se situerait cette année « *aux alentours de 56 ou de 57 milliards d'euros* ». Cette révision intervient moins de deux semaines après l'adoption d'une version rectifiée du budget par le Parlement, creusant déjà le déficit à 51,7 milliards d'euros contre 41,7 initialement inscrits dans la loi de finances. Le manque à gagner en matière fiscale, en raison du ralentissement économique, devrait être plus important que prévu et atteindre « *10 à 12 milliards d'euros* », selon M. WOERTH.

Défense. Le président Nicolas SARKOZY a estimé devant des éléments français de la Force des Nations unies au Liban que l'OTAN et l'Europe de la Défense seront « *d'autant plus fortes que la France y participera pleinement* », confirmant à demi-mot l'intention française d'un retour plein et entier dans l'Alliance atlantique

Air France en Italie... Air France-KLM serait prêt à dépenser plus de 300 millions d'euros pour acquérir une participation de 25% au capital d'Alitalia. Ce serait le moyen de contrer Lufthansa et de devenir le premier actionnaire de la nouvelle Alitalia dont le lancement officiel est prévu pour le 13 janvier. La compagnie aérienne disposera d'un réseau allégé par rapport à l'ancienne Alitalia, soit 70 destinations dont 23 nationales, avec 670 vols quotidiens prévus, contre 1.050 auparavant.

Trafic aérien mondial. Le trafic aérien international de passagers a reculé de 4,6% le mois dernier par rapport à novembre 2007, la baisse la plus sévère en trois mois, selon l'Association internationale du transport aérien (IATA). Le transport aérien de marchandises a, quant à lui, plongé de 13,5%.

Quelques chiffres. Les ventes de voitures particulières neuves ont plongé de 15,8% en décembre et reculé de 0,7% sur l'année 2008. Les taux d'intérêt des crédits immobiliers ont baissé au mois de décembre pour la première fois depuis fin 2005, s'établissant à 5,01% contre 5,15% en novembre.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Après la décision du Conseil constitutionnel, combien de Français de l'étranger à l'Assemblée nationale ? Pour le calcul du nombre de députés à attribuer aux Français de l'étranger, le Conseil constitutionnel impose une lecture qui nous est favorable : le nombre de Français inscrits au Registre ne doit pas seulement « être pris en compte » comme le proposait le Gouvernement. Les Sages demandent que « *le nombre de députés soit fixé et les circonscriptions délimitées en fonction de la totalité de la population enregistrée* ». Etant donnés les chiffres dont nous disposons, ce sont bien 11 ou 12 députés qui devraient nous représenter à l'Assemblée nationale. Les propositions étaient de 9 députés maximum jusqu'à présent. La décision du Conseil constitutionnel de ne pas avoir de minimum de 2 députés par département, mais de tenir compte des critères démographiques, et donc de voir des départements avec un seul député, devrait permettre de « trouver » deux sièges supplémentaires pour les Français de l'étranger et donc de passer à 11, députés, correspondant plus justement au nombre réel de Français.

Faire voter pour les européennes une partie des Français de l'étranger en Ile-de-France. C'est l'objet de la proposition de loi de deux députés. Thierry MARIANI (UMP) et Jean-Jacques URVOAS (PS) qui l'ont présentée devant la commission des lois de l'Assemblée. Selon l'exposé des motifs, 332.492 Français qui résident à l'étranger, hors de l'Union européenne et qui ne

sont pas inscrits en France pourraient ainsi voter dans les consulats pour les candidats de la circonscription d' « Ile-de-France »...

SANTÉ – SOCIÉTÉ

La France compte un peu plus de 63 millions d'habitants. Exactement 63.185.925 habitants (en 2006). Si on le compare au résultat de 1999, date du dernier recensement général, la France, Outre-mer compris, a gagné 3 millions d'habitants. La plus grande région, l'Ile-de-France, a gagné 580.387 habitants, à 11,5 millions (soit +5,3%).

2,2 millions de parisiens. Selon le dernier recensement de l'Insee, un seuil sans précédent depuis 1982. Selon l'institut, il y a davantage de ménages et de familles depuis 1999, et la population parisienne est « *plutôt jeune* », même si un peu plus âgée en moyenne que l'Ile-de-France.

Familles françaises. En 2005, 63% des jeunes de moins de 18 ans vivent avec un couple parental marié, mais ils sont de plus en plus nombreux à vivre avec un couple en union libre (18%) ou en famille monoparentale (16%), selon l'Insee.

Bonne résolution. La fille d'un patron qui s'est donné la mort la veille de Noël, en raison du redressement de son entreprise, a lancé une collecte sur Internet, pour payer les 120 employés des chantiers de son père. Elle a pour l'instant recueilli 40.000 euros.

La réforme des immatriculations est reportée. Jusqu'au 15 avril. A partir de cette date, les plaques d'immatriculation disposeront d'un numéro à vie. Avec au choix le numéro du département.

On va enfin dormir en avion. Un vieux Boeing 747 transformé en hôtel va accueillir ses clients dès le 15 janvier sur un parking de l'aéroport de Stockholm-Arlanda. Le Jumbo Hostel compte 25 chambres de quelques mètres carrés, et les clients devront se contenter de toilettes et salles de bains collectives, exception faite des occupants de la suite, située dans le cockpit. Prix : de 30 à 120 euros.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

La Voie lactée trop rapide ? Selon une étude d'une équipe internationale d'astronomes, la galaxie de la Terre tourne sur elle-même plus rapidement qu'on ne le pensait, soit 161.000 km/h. Ce qui augmenterait la probabilité d'une collision.

CARNET

Sports

Tennis. Gaël MONFILS, a battu le numéro 1 mondial Rafael NADAL. (6-4, 6-4) en quarts de finale du tournoi ATP de Doha.

Décès

Gaston LENOTRE. Le célèbre pâtissier est décédé à l'âge de 88 ans. Il avait ouvert sa première boutique parisienne en 1957, rue d'Auteuil. Gaston LENOTRE avait su renouveler l'art de la pâtisserie et a bâti un véritable empire de la gourmandise à travers le monde.

Nominations

Patrick NICOLOSO, ancien ambassadeur en Mauritanie, devient ambassadeur au Soudan.

Jérôme PEYRAT, conseiller du Président SARKOZY, directeur de cabinet du secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, Alain JOYANDET.

Christophe BOUCHARD, ancien collaborateur de Pierre MOSCOVICI et de Laurent FABIUS, est nommé chef du service des affaires civiles et de l'entraide judiciaire à la DFAE.

Philippe MARINI, rapporteur général du budget, est chargé par le Président de la République d'une mission « d'étude, d'analyse et de contacts » sur le Proche-Orient.

Chantal BOURRAGUE, députée de la Gironde, nommée parlementaire en mission auprès du secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie.

Thomas LAMBERT, ancien collaborateur de Jean-Pierre JOUYET au secrétariat d'Etat chargé des Affaires européennes, devient directeur adjoint du cabinet de Bruno LE MAIRE à ce même ministère.

Pascal LAMY, seul candidat à sa propre succession pour un second mandat à la tête de l'OMC.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr